



## Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques

Résumés des conférences et travaux

141 | 2011  
2008-2009

---

### Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1030>

ISSN : 1969-6310

#### Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

#### Édition imprimée

Date de publication : 2 février 2011

Pagination : 262-265

ISSN : 0766-0677

#### Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 141 | 2011, mis en ligne le 24 février 2011, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1030>

---

Tous droits réservés : EPHE

## ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M<sup>me</sup> Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2008-2009 : I. *De l'ingénierie patrimoniale à la valorisation scientifique et culturelle des sources orales* (premier semestre). — II. *Étude d'un cas. L'histoire du ministère des Finances au XX<sup>e</sup> siècle* (second semestre).

### I. *Ingénierie patrimoniale et historique des sources orales*

Comme chaque année, nous avons consacré une séance aux concepts d'ingénierie culturelle et d'ingénierie patrimoniale. Puis nous avons dégagé la notion d'*ingénierie historique*, analysé son émergence dans les années 1970 et 1980<sup>1</sup>, précisé sa définition et consacré plusieurs séances aux organismes qui la pratiquent (agences culturelles privées, services d'archives, associations d'histoire d'entreprise et comités d'histoire ministériels, musées). Nous avons analysé les réalisations qui peuvent lui être rattachées (conduite de programmes archivistiques et patrimoniaux, développement volontariste d'un secteur de recherche, activités scientifiques et d'animation de la recherche, activités de diffusion et d'édition, communication historique, vulgarisation, valorisation patrimoniale et médiation culturelle), ainsi que les contraintes qui enserrant cette ingénierie (contraintes de calendrier, contraintes budgétaires, financières, juridiques, politiques, etc.).

Afin d'entrer dans le concret de l'application de cette notion d'ingénierie historique, nous avons choisi de concentrer notre étude sur l'ingénierie des archives orales dont l'acuité et l'actualité ne se démentent pas en France, pas plus qu'à l'étranger d'ailleurs. Au préalable, un rappel a été fait de la naissance de l'histoire orale<sup>2</sup>, de ses antécédents aux États-Unis et de ses variantes européennes au XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que des débats historiographiques et épistémologiques qui ont accompagné son dévelop-

1. Le premier à avoir employé et théorisé la notion d'ingénierie historique est Guy Thuillier, historien de l'administration et fondateur de nombreux comités d'histoire ministériels. Il a notamment écrit « Pour une théorie de l'ingénierie historique », dans *Pour une histoire de la bureaucratie*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, Ministère de l'Économie et des Finances, Paris, 1999, p. 71-88. Nous avons pour notre part développé cette notion en étudiant les activités de ces mêmes comités d'histoire depuis leur émergence dans les années 1980 : Florence Descamps, « Quelques réflexions à propos des Comités d'histoire, ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche historique ? », *Études et documents*, X (1998), p. 483-627.
2. On se reportera notamment aux travaux d'Alessandro Portelli pour l'histoire orale italienne. Pour un panorama général et international, on consultera le site de l'International Oral History Association et sa revue *Words and Silences* ([www.ioha.fgv.br](http://www.ioha.fgv.br)) et celui de l'Oral History Association ([www.dickinson.edu/oha](http://www.dickinson.edu/oha)), qui sont très actifs et mettent de nombreux documents méthodologiques en ligne. Les trois derniers congrès internationaux ont eu lieu en 2004 à Rome, à Sydney en 2006 et à Guadalajara au Mexique en 2008. Le prochain aura lieu à Prague en juillet 2010 (<http://www.ioha2010prague.cz/call-for-papers>).

pement<sup>1</sup>. L'acclimatation parallèle de la source orale en France sous forme d'archives orales dans le dernier quart du xx<sup>e</sup> siècle a ouvert la voie à la patrimonialisation des corpus oraux et à celle de la mémoire orale. Les conditions et les critères de cette patrimonialisation ont été listés, étudiés et testés, afin de déterminer si, à côté d'un patrimoine audiovisuel, on peut parler ou non, d'un patrimoine oral<sup>2</sup>.

Dans un second temps, toutes les étapes de l'ingénierie des archives orales (étude du projet, définition des objectifs et des méthodes, mise au point du cadre juridique, sélection des témoins, conduite et réalisation des entretiens, archivage et conservation, rédaction des notices analytiques et biographiques, catalogage, questions juridiques et gestion des droits patrimoniaux) ont été passées en revue. Un accent particulier a été mis sur les enjeux de valorisation, sur les exploitations scientifiques ainsi que sur la multiplication des usages sociaux du témoignage oral. Une séance entière a été consacrée aux questions techniques concernant l'enregistrement, le traitement sonore des enregistrements et la numérisation, tant les besoins en connaissances et en formation sont importants (avec le concours de M. Courty technicien du son).

Deux séances thématiques particulières ont été consacrées, d'une part à l'association Electra (Y. Bouvier), à ses activités patrimoniales et historiques, et d'autre part, à la notion de patrimoine culturel immatériel.

L'association Electra, héritière des fonds de l'Association pour l'histoire de l'électricité en France, active de 1982 à 2000, et liée à la Fondation EDF et à son comité d'histoire, a uni ses efforts à ceux de deux autres associations d'histoire d'entreprise, l'Institut pour l'histoire de l'aluminium (IHA), fondée en 1986, et l'Association pour

1. Les étapes de l'acclimatation de la source orale en France se lisent dans les débats historiographiques qui l'ont accompagnée : *Annales ESC*, « Archives orales. Une autre histoire ? », 1 (janvier-février 1980); D. Aron-Schnapper, *Histoire orale ou archives orales ? Rapport d'activités sur la constitution d'archives orales pour l'histoire de la Sécurité Sociale*, Association pour l'histoire de la Sécurité Sociale, Paris, 1980; J.-C. Bouvier et alii, *Tradition orale et identité culturelle, problèmes et méthodes*, Paris, CNRS, 1980; P. Joutard, *Ces voix qui nous viennent du passé*, Paris, Hachette, 1983; J.-P. Rioux, « L'histoire orale : essor, problèmes et enjeux », *Clio*, 75-76 (1983); IHTP, « Questions à l'histoire orale », *Les Cahiers de l'IHTP*, 4 (1987); D. Voldman Danièle (dir.), « La bouche de la vérité », *Les Cahiers de l'IHTP*, 21 (novembre 1992); C. de Tourtier-Bonnazzi, *Le témoignage aux Archives*, Archives nationales, Paris, 1992; « Les phonothèques entre recherche et culture », AFAS-CREHOP, *Sonorités* n° spécial 28-29 (1992); D. Loddo et R. Bouthillier, *Les archives sonores en France*, Paris, Modal, 2000; G. Elgey, « Les archives orales. Rôle et statut. Avis présenté au Conseil économique et social », Paris, Éditions des journaux officiels, Paris, 2001; F. Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, CHEFF, 2001, réédition 2005; J.-N. Pélen et V. Ginouvès, « Les sciences humaines et le témoignage oral. De la source à l'archive », *Sonorités*, AFAS, 4 (2002); A. Callu et H. Lemoine, *Patrimoine sonore et audiovisuel français, Entre archive et témoignage, Guide de recherche en sciences sociales*, Paris, Belin, 2005, et O. Baude (coord.), *Corpus oraux. Guide des bonnes pratiques*, Paris, CNRS Éditions, 2006; F. Descamps, *Les sources orales. Récits de vie, entretiens, témoignages oraux*, Paris, Bréal, 2006.
2. Sur les mutations du patrimoine et sur les processus de patrimonialisation qui sont à l'œuvre dans nos sociétés, J.-M. Leniaud, *L'utopie française. Essai sur le patrimoine*, Paris, Mengès, 1992; *Chroniques patrimoniales*, Paris, Norma, 2001; *Les archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Paris, Fayard, 2002; L. Smith, *Uses of Heritage*, Londres, Routledge, 2006; N. Heinich, *La fabrique du patrimoine. De la cathédrale à la petite cuillère*, Paris, Éditions de la MSH, 2009. Sur les politiques publiques du Patrimoine, P. Poirrier et L. Vadelorge (dir.), *Pour une histoire des politiques du Patrimoine*, Paris, Comité d'histoire du ministère de la Culture et MSH, 2003.

l'histoire des chemins de fer créée en 1987 (AHICF), pour élaborer un projet de base de données et de mise en ligne d'entretiens enregistrés intitulé « Mémoire orale de l'industrie et des réseaux », consultable à l'adresse suivante : <http://www.memoire-orale.org>.

« Mémoire orale de l'industrie et des réseaux » a deux fonctions : c'est un outil de gestion et de recherche pour des fonds sonores spécialisés et un instrument de diffusion sur l'Internet pour des collections de témoignages sonores parfois difficilement accessibles. Grâce au soutien du ministère de la Culture et de la Communication et au Programme national de numérisation culturelle, quarante-cinq entretiens menés par des historiens avec des témoins, acteurs de la vie économique, de l'innovation technique et du travail pendant les années 1945 à 2000, ont été numérisés, documentés et mis en ligne, en attendant la généralisation du procédé à l'ensemble des collections sonores des trois partenaires (plus de mille heures d'enregistrement).

Un premier thème a été privilégié, celui des métiers : métiers du laminage de l'aluminium, histoire des métiers des cheminots, métiers des cadres d'EDF. Cet échantillon a reçu un traitement technique documentaire uniforme (sauvegarde et numérisation, catalogage, analyse et indexation des entretiens). L'outil élaboré pour capitaliser ce traitement (base de données documentaire MySQL Php) est aussi un outil de gestion des fonds pour les trois associations qui les ont constitués et un outil de recherche pour les utilisateurs. Le site-interface permet l'écoute en *streaming* des entretiens, au choix de l'utilisateur, en fonction des centres d'intérêt de chacun et selon une indexation fine. « Mémoire orale de l'industrie et des réseaux » encourage la sauvegarde d'enregistrements anciens et le recours à l'archive sonore par les chercheurs, ainsi que son exploitation par des projets pédagogiques et culturels. Le projet sera dans l'avenir étendu à de nouveaux fonds et à d'autres domaines de l'activité économique.

En conclusion du semestre, un nouveau thème d'étude a été proposé, qui sera travaillé sur plusieurs années, en articulation avec l'idée de « patrimoine oral » et de « patrimoine mémoriel » : l'émergence et la définition du concept de Patrimoine culturel immatériel<sup>1</sup>. Les corpus issus de l'histoire orale et les archives orales peuvent ils être qualifiés de « patrimoine immatériel » ? Grâce à l'intervention de C. Hottin responsable de la Mission du Patrimoine ethnologique, des premiers éléments de réponse ont été apportés au débat.

Le séminaire a été suivi par les étudiants du master 1 et 2 de l'université Paris-I, intitulé « Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen »<sup>2</sup>, puis selon

1. Voir la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel et immatériel du 17 octobre 2003, qui commence à peine à être reçue en France. Sur la conception du PCI selon l'UNESCO, voir « Patrimoine immatériel », *Museum international*, 221-222 (mai 2004). Sur la notion de PCI, G. Ciarca, *La perte durable. Étude sur la notion de patrimoine immatériel*, Paris, Lahic - Mission à l'ethnologie, *Les carnets du Lahic*, 1, en ligne sur [http://lahic.cnrs.fr/IMG/pdf/Ciarca\\_perte\\_durable.pdf](http://lahic.cnrs.fr/IMG/pdf/Ciarca_perte_durable.pdf). Voir aussi C. Hottin et S. Grenet (dir.), *Le patrimoine culturel immatériel en Europe : inventer son inventaire*, actes de la journée d'étude organisée par la direction de l'Architecture et du Patrimoine et l'Institut national du Patrimoine le 30 novembre 2007, actes en ligne sur le site : [http://www.inp.fr/index.php/fr/mediatheque\\_numerique/les\\_publications\\_electroniques/actes\\_de\\_colloques/le\\_patrimoine\\_culturel\\_immateriel\\_de\\_l\\_europe\\_inventer\\_son\\_inventaire](http://www.inp.fr/index.php/fr/mediatheque_numerique/les_publications_electroniques/actes_de_colloques/le_patrimoine_culturel_immateriel_de_l_europe_inventer_son_inventaire).
2. 20 à 25 élèves. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments de l'héritage historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture

leurs besoins et leur sujet de recherche, par des auditeurs supplémentaires, au coup par coup, selon le sujet de la séance. La séance avec Michel Courty sur les techniques d'enregistrement et de conservation a rassemblé une vingtaine de personnes (chercheurs, conservateurs, documentalistes, etc.).

## II. *Étude d'un cas : l'histoire du ministère des Finances au XX<sup>e</sup> siècle*

Suite à l'expérimentation réussie de l'année précédente, le principe d'un séminaire consacré à l'histoire du ministère des Finances au xx<sup>e</sup> siècle, mixant sources écrites et sources orales, a été reconduit. Les séances ont concerné cette année la période chronologique comprise entre 1940 et le début des années 1970. Le séminaire vise à organiser le croisement des points de vue et des approches, entre historiens économiques, historiens de l'administration ou historiens du politique et les anciens acteurs ou témoins, dont le témoignage a été recueilli par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France ou qui interviennent directement sous forme d'exposés d'histoire orale dans le séminaire. Chaque séance donne lieu à un état des lieux bibliographique et historiographique, ainsi qu'à une présentation des sources archivistiques et des sources orales. Afin d'obtenir un effet cumulatif et d'entrer dans le détail de l'organisation et du fonctionnement des directions au ministère de l'Économie et des Finances, plusieurs séances ont été consacrées à un même thème : le ministère de l'Économie et des Finances sous Vichy et à la Libération ; la direction générale du Commerce intérieur et des Prix entre 1940 et 1974 ; la direction de la Comptabilité publique dans les années cinquante et soixante. Un cycle de cinq séances a par ailleurs été consacré à l'histoire des syndicats aux Finances (CGT, CFDT, FO, autonomes) et à Mai 68. Cinq « grands témoins » sont venus témoigner sur leur action au ministère, à partir d'un questionnaire qui leur avait été communiqué préalablement : P. Cortesse, G. Paillet, J.-P. Fourcade, J. Calvet et A. Dupont-Fauville. Ces présentations ont été complétées, le cas échéant, par des entretiens biographiques approfondis menés par le Comité pour l'histoire économique et financière et archivés à l'IGPDE.

---

générale (histoire, histoire de l'art, droit du patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, documentation et informatique, gestion, anglais, gestion de projet historique et patrimonial). Les étudiants du mastère rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation ; il leur est offert de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter un projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins une interview réalisée et analysée.